

Mise en œuvre d'un projet de surveillance pour les délinquantes purgeant une peine fédérale à Montréal

Ruth Gagnon¹

Société Elizabeth Fry du Québec

Au cours de l'hiver 2001, Denis Méthé, directeur du district Montréal-Métropolitain, a autorisé la création d'une équipe d'agentes de libération conditionnelle mandatées pour surveiller seulement des femmes purgeant une peine fédérale en liberté sous condition dans la région de Montréal et de Longueuil. Cette décision a permis à l'équipe d'acquérir des compétences spécialisées relativement à l'approche, aux principes et aux stratégies de surveillance, et de mieux connaître les ressources communautaires qui peuvent fournir à ces femmes l'aide et les services de soutien qui sont indispensables pour leur réinsertion sociale.

Une expérience comparable à Toronto

À Toronto, une unité composée de 5 agentes de libération conditionnelle assure la surveillance de libérées conditionnelles exclusivement depuis 1997. Selon Susan Cummings, adjointe clinique, cette unité spécialisée se révèle particulièrement efficace pour ce qui est de répondre aux besoins souvent complexes de ces femmes en cours de réinsertion sociale. L'approche de l'unité à l'égard des libérées conditionnelles est axée sur certains éléments clés : formation permanente en cours d'emploi, travail en équipe et bonnes stratégies de communication auprès du groupe client.

L'équipe de Montréal

L'équipe de surveillance de Montréal comprend trois agentes de libération conditionnelle. L'une d'entre elles, Carole Lemieux, a à son actif plus de dix années d'expérience de la surveillance des libérées conditionnelles dans la collectivité en tant qu'agente de liaison à la Maison Thérèse-Casgrain. Dans le cadre de son travail auprès des résidentes de cette maison de transition, Carole Lemieux a eu tôt fait de découvrir que ces femmes ont des problèmes psychosociaux dont les causes sont diverses — violence sexuelle ou physique, manque d'affection, problèmes d'alcool ou de drogue, troubles mentaux, manque d'instruction, manque d'expérience de travail, etc.

Consciente des besoins de ces femmes et de la nécessité d'adopter une approche correctionnelle novatrice axée sur la réalité de leur vie, Carole Lemieux a persuadé ses supérieurs de mettre en œuvre un projet de surveillance des libérées conditionnelles de Montréal et des

environs. En 2001, Johanne Perreault, une agente de libération conditionnelle d'expérience qui avait assuré la gestion de programmes communautaires administrés par le Service correctionnel du Canada, s'est jointe à Carole Lemieux. Depuis l'arrivée en 2002 de Renée Bray, qui apporte son énergie et son expérience, l'équipe est complète.

Objectifs de l'équipe

Selon cette équipe, le fait que les libérées conditionnelles relèvent toutes de la même unité de surveillance a plusieurs avantages, tant du point de vue administratif que du point de vue du traitement des cas.

Carole Lemieux estime que cette décision administrative permet aux agentes de libération conditionnelle responsables de la surveillance de ces délinquantes de mieux évaluer les besoins de ce groupe client, d'adopter des stratégies de traitement des cas adaptées à la vie de ces femmes, de proposer des solutions de rechange à l'incarcération dans des conditions sûres et rassurantes pour la collectivité, et d'assurer la continuité du traitement des cas, cette surveillance centralisée permettant à une même agente de suivre les clientes tout au long de leur période de liberté conditionnelle. Une telle continuité est impossible pour les hommes, qui sont habituellement surveillés par le bureau de libération conditionnelle responsable du district dans lequel ils vivent. Autrement dit, un changement d'adresse entraîne un changement de surveillant.

En outre, les membres de l'équipe ont plus de facilité à échanger des idées et à mettre leurs compétences spécialisées en commun, à s'entraider et à faire preuve d'initiative puisqu'elles travaillent dans le même bureau. Cette forme de spécialisation favorise une plus grande cohérence dans le mode de surveillance. Tout en restant elles-mêmes, les agentes travaillent dans un cadre administratif qui permet de tenir compte des forces et des faiblesses de chacune. En bref, cet arrangement contribue à prévenir l'isolement et l'épuisement professionnel.

Réponse de la collectivité

La Société Elizabeth Fry du Québec salue l'initiative prise par Denis Méthé du district Montréal-Métropolitain du Service correctionnel du Canada, et profite de l'occasion pour rendre hommage au travail novateur

accompli par Carole Lemieux. À notre avis, cette décision administrative a déjà eu un impact bénéfique sur la surveillance des libérées conditionnelles, relativement à la continuité de l'approche et aux stratégies novatrices adoptées à l'intention de ce groupe client. L'équipe travaille en étroite collaboration avec les ressources de la Société et peut, par exemple, recourir à la Maison Thérèse-Casgrain comme solution de rechange à l'incarcération en cas de situation de crise qui exige, non pas des mesures de sécurité propres à un pénitencier, mais plutôt des conseils et du soutien.

En outre, comme nous sommes presque tous les jours en contact avec ces libérées conditionnelles, nous pouvons faire profiter l'équipe de notre expertise au sujet des ressources communautaires, et en faire bénéficier leurs clientes.

En somme, cet arrangement favorise un rapprochement entre l'établissement Joliette et la collectivité, et l'adoption de stratégies de partenariat avec toutes les parties intéressées qui travaillent auprès des femmes purgeant une peine fédérale. La surveillance des libérées conditionnelles à Montréal est un programme correctionnel efficace en ce sens qu'il est adapté à la réalité de la vie de ce groupe client. Il mérite reconnaissance et éloges. ■

¹ Société Elizabeth Fry du Québec, 5105, Chemin de la Côte St-Antoine, Montréal (Québec) H4A 1N8

Source : *Projet du district Montréal-Métropolitain sur l'équipe de surveillance des libérées conditionnelles, présentée par Carole Lemieux.*

Accès aux publications

La Direction de la recherche du Service correctionnel du Canada publie régulièrement des rapports ainsi que des précis de recherche sur une variété de sujets ayant trait au domaine correctionnel.

Pour obtenir un exemplaire d'un rapport ou d'un précis de recherche spécifique, veuillez vous adresser à la Direction de la recherche au (613) 995-3975.

Vous pouvez également accéder aux publications de recherche par Internet au site Web du Service correctionnel du Canada : <http://www.csc-scc.gc.ca>

Naviguez ! ...

*Vous ne trouvez plus votre numéro favori de **FORUM, Recherche sur l'actualité correctionnelle** ? Vous pouvez avoir accès à chacun des numéros de FORUM par l'entremise du réseau Internet. Pour ce faire, visitez le site Web du Service correctionnel du Canada : <http://www.csc-scc.gc.ca>*

Le site Web vous permettra de télécharger des articles ou le numéro au complet. Vous pouvez aussi ajouter votre nom à notre liste d'envoi.